



## **Pacte international relatif aux droits civils et politiques**

Distr. générale  
24 juin 2013  
Français  
Original: anglais

---

### **Comité des droits de l'homme 105<sup>e</sup> session**

#### **Compte rendu analytique de la 2896<sup>e</sup> séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 10 juillet 2012, à 15 heures

*Présidente:* M<sup>me</sup> Majodina

### **Sommaire**

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte  
(*suite*)

*Troisième rapport périodique de la Lituanie*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 15 h.*

**Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte (suite)**

*Troisième rapport périodique de la Lituanie (CCPR/C/LTU/3; CCPR/C/LTU/Q/3; et CCPR/C/LTU/Q/3/Add.1)*

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation lituanienne prend place à la table du Comité.*
2. **M<sup>me</sup> Skaisgiryte Liauskiene** (Lituanie), présentant le troisième rapport périodique de son pays (CCPR/C/LTU/3), dit que le Gouvernement lituanien est fermement déterminé à respecter les obligations qui lui incombent en matière de droits de l'homme aux niveaux international et national et qu'il considère que le meilleur moyen d'assurer la protection des droits de l'homme est de conjuguer les mesures internes à un engagement au plan international. Depuis 2010, année de soumission du rapport périodique à l'examen, plusieurs événements notables ont eu lieu tant au niveau national qu'international. Au niveau international, la Lituanie a ratifié en 2010 la Convention sur les droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant et présenté, en 2011, un rapport à trois organismes internationaux (Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Conseil des droits de l'homme et Comité consultatif du Conseil de l'Europe sur la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales). Au niveau national, plusieurs progrès législatifs importants ont été réalisés.
3. Le texte le plus décisif du nouvel arsenal législatif est la loi sur la protection contre la violence familiale qui est entrée en vigueur le 15 décembre 2011, à l'issue de débats nourris. Cette loi prévoit que les victimes doivent bénéficier de mesures de soutien, d'aide et de protection et que les auteurs d'actes de violence encourent des sanctions, qui peuvent comprendre le retrait du milieu familial et des mesures d'éloignement. Surtout, cette loi ne requiert plus que la victime ou qu'un représentant autorisé de celle-ci porte plainte pour que des enquêtes préliminaires soient ouvertes et des poursuites engagées. Grâce à l'étroite coopération entre les institutions gouvernementales, les représentants des organisations non gouvernementales (ONG) et les agents des forces de l'ordre, cette loi a eu des effets immédiats dès sa promulgation et contribué à un changement d'attitude significatif au sein de la population et à une nette augmentation du nombre de cas signalés.
4. Une autre avancée législative importante a été l'adoption unanime, en 2011, de la loi relative aux indemnisations pour les biens des communautés juives confisqués. Une fondation a été établie à cet effet et chargée d'accorder les indemnisations auxquelles les victimes de la répression durant la seconde guerre mondiale et le régime soviétique postérieur ont droit en vertu de cette nouvelle loi; cette fondation a été dotée d'un budget de près de 1,2 millions de dollars pour l'année 2012.
5. Dans le cadre de la lutte contre le racisme, le Gouvernement lituanien a également engagé les réformes législatives nécessaires pour qualifier d'infractions les crimes motivés par la haine. Plusieurs modifications ont été apportées au Code pénal afin de garantir la protection effective de toute personne victime d'une violation de ses droits en raison, notamment, de sa nationalité, de sa langue, de son lieu d'origine, de son sexe ou de son orientation sexuelle et d'ériger la motivation raciale et toute autre motif discriminatoire en circonstance aggravante de l'infraction aux fins de la détermination des sanctions pénales. Les activités racistes, telles que la production, la possession et la distribution d'informations encourageant la dissension nationale, raciale ou religieuse et la création d'organisations incitant à la dissension nationale, religieuse, ethnique ou autre entre différents groupes de population, qui n'étaient auparavant passibles que de sanctions administratives sont désormais passibles de sanctions pénales sévères.

6. Le Gouvernement lituanien continue de s'employer également à améliorer l'accès à la justice et l'exercice du droit à une procédure équitable et le Code de procédure pénale et le Code civil ont été modifiés à cette fin. Les enquêtes préliminaires ne doivent pas excéder trois ou neuf mois, selon la gravité des faits visés, et les actions judiciaires collectives sont désormais permises. Le Parlement a été saisi en avril 2011 d'une proposition visant à indemniser les personnes ayant fait l'objet d'une enquête préliminaire ou d'un procès excessivement longs. Les tribunaux prononcent généralement des peines plus clémentes lorsque la procédure a été excessivement longue.

7. Depuis l'adoption en décembre 2011 d'une nouvelle loi préconisant le recours aux mesures de réhabilitation plutôt qu'aux mesures de contrainte et de maintien de l'ordre, les autorités lituaniennes s'efforcent également d'appliquer plus efficacement le système de probation afin de réduire le nombre de personnes placées en détention et le taux de récidive. Une fois que cette nouvelle loi sera entrée en vigueur, à savoir en juillet 2012, les tribunaux disposeront d'un éventail plus large de mesures alternatives à la détention, telle que la pose de bracelets électroniques, et des comités de probation seront créés au sein de chaque établissement pénitentiaire pour évaluer les risques de récidive et mettre au point des programmes de surveillance et d'assistance personnalisés à l'intention des détenus susceptibles d'être admis au bénéfice d'un régime de probation.

8. Le Gouvernement lituanien reconnaît que le système pénitentiaire hérité du régime soviétique est coûteux et inefficace et qu'il n'est pas encore conforme aux normes internationales mais est déterminé à entreprendre les réformes nécessaires. Outre le recours élargi aux mesures non privatives de liberté, il est envisagé de réaliser des investissements importants pour moderniser les infrastructures, éventuellement – compte tenu des contraintes financières actuelles – grâce à des partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Les réformes engagées permettront de réduire le nombre d'établissements pénitentiaires et de construire des centres de détention dotés d'une plus grande capacité d'accueil et plus rentables à l'extérieur des zones urbaines et d'améliorer considérablement les conditions carcérales.

9. Bien que la question ne fasse pas directement l'objet du Pacte, M<sup>me</sup> Skaisgiryte Liauskiene tient à souligner que les programmes scolaires lituaniens ont accordé une importance accrue à l'éducation aux droits de l'homme et que les élèves du cycle secondaire recevront par conséquent un enseignement sur tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier le Comité des droits de l'enfant l'Holocauste, les droits de l'homme et la démocratie. La Lituanie est passée en un laps de temps très court d'un désintérêt pour les questions relatives aux droits de l'homme à une politique de respect des droits de l'homme et des résultats substantiels ont été enregistrés dans de nombreux domaines grâce à l'amélioration de son cadre et de ses pratiques législatives. Le Gouvernement reconnaît cependant, que les droits de l'homme ne sont pas qu'un principe et qu'ils doivent être exercés effectivement dans la pratique, ce qui est encore loin d'être le cas.

10. **M. Thelin**, félicitant l'État partie pour le caractère détaillé de ses réponses écrites à la liste des points à traiter (CCPR/C/LTU/Q/3) et pour les progrès qu'il a effectués depuis son précédent dialogue avec les membres du Comité en 2004, constate avec regret, au vu des avancées réalisées par le pays, que plusieurs ONG considèrent que les droits de l'homme sont de plus en plus mal perçus par la population et les partis politiques depuis quelques années. Il invite la délégation à commenter ce point de vue, qui incite à se demander si les droits de l'homme sont compatibles avec les valeurs culturelles et traditionnelles fondamentales de la Lituanie.

11. Malgré les réponses détaillées fournies par la Lituanie, M. Thelin ne sait toujours pas quel est le statut du Pacte en droit interne et s'il est directement ou seulement indirectement applicable par les tribunaux. Le paragraphe 3 des réponses de l'État partie à

la liste des points à traiter évoque plusieurs affaires portées devant la justice dans lesquelles le Pacte a été invoqué mais l'on ne sait pas si les dispositions du Pacte ont primé la législation nationale en l'espèce. D'autre part, le paragraphe 4 de ces mêmes réponses écrites semble indiquer que les dispositions du Pacte ne sont applicables qu'indirectement et qu'elles doivent être transposées en droit interne pour avoir force de loi. L'on ne sait pas non plus si le principe *jura novit curia* (la cour connaît le droit) s'applique ou s'il incombe aux parties plaignantes de présenter au juge les règles de droit applicables. Des précisions sur le nombre de jugements dans lesquels le Pacte a été invoqué seraient également bienvenues, de même qu'une confirmation de l'information selon laquelle les décisions judiciaires ne sont pas soumises au contrôle du Médiateur.

12. Notant avec satisfaction que l'État partie a donné effet aux recommandations formulées par le Comité dans deux affaires récentes dans lesquelles il a été conclu à une violation par la Lituanie de dispositions du Pacte, M. Thelin souhaite savoir quels mécanismes sont concrètement chargés de connaître des plaintes et de mettre en œuvre les constatations du Comité et si un organe a été établi spécifiquement à cette fin. Relevant par ailleurs que la Lituanie indique dans ses réponses écrites que c'est le représentant du Gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme qui est chargé d'assurer la liaison avec le Comité et rappelant que dans son Observation générale n° 33, le Comité a fait valoir que les constatations qu'il adopte en vertu du Protocole facultatif présentent les caractéristiques principales d'une décision judiciaire, M. Thelin demande si l'État partie accorde une importance égale aux constatations du Comité et aux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

13. M. Thelin relève que le paragraphe 3 des réponses écrites de la Lituanie revient sur une affaire dans laquelle l'article 7 du Pacte a été invoqué par un tribunal et demande si, étant donné que le Code pénal lituanien ne définit pas expressément le crime de torture, les tribunaux appliqueront de fait la définition de la torture figurant à l'article premier de la Convention contre la torture. Jugeant qu'il est toujours préférable, aux fins de clarté et d'efficacité, que le droit positif contienne des définitions précises, il demande instamment à l'État partie d'incorporer dans sa législation la définition de la torture figurant dans ladite convention.

14. Bien que les modifications législatives récentes visant à limiter le recours à la détention avant jugement méritent d'être saluées, M. Thelin aimerait savoir ce qu'il advient lorsque la durée maximale de neuf mois fixée pour mener à bien l'enquête préliminaire a expiré et que le Ministère public n'a pas prononcé d'inculpation. L'expiration de ce délai empêche-t-elle obligatoirement l'engagement d'une procédure pénale ou constitue-t-elle simplement un vice de procédure devant être consigné dans le dossier? En outre, la détention préventive prolongée peut-elle atténuer la sévérité du jugement? Des éclaircissements sont également nécessaires sur le point de savoir si la réduction de la peine d'incarcération proposée pour compenser la durée excessive de détention avant jugement à laquelle l'État partie a fait allusion est automatique ou s'il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire du juge. M. Thelin souhaite également savoir si des réparations sont accordées aux prévenus placés en détention provisoire en cas d'acquittement et si l'État partie leur verse des indemnités financières. En dernier lieu, compte tenu du fait que des alternatives à la détention avant jugement telles que la libération sous caution et l'assignation à résidence existent sur le principe mais semblent rarement mises en œuvre dans la pratique, la délégation lituanienne est invitée à indiquer si les tribunaux ont plus fréquemment recours à des sanctions plus humaines non privatives de liberté qu'au placement en détention.

15. **M. Salvioli**, tout en se félicitant des réponses écrites du Gouvernement lituanien aux questions 3, 4 et 9 qui décrivent le cadre réglementaire pertinent, souhaiterait en savoir plus sur la mise en œuvre de ce dernier. Il demande si le nombre de plaintes pour violences

familiales a augmenté et si ces plaintes ont donné lieu à de quelconques poursuites ou condamnations. Certaines ONG sont préoccupées par le sous-financement des programmes de lutte contre la violence familiale. M. Salvioli souhaite également connaître le pourcentage de femmes qui occupent un poste au sein de la fonction publique. Il s'interroge sur le point de savoir si l'État partie envisage d'élaborer une stratégie en vue de tenir compte de la volonté des personnes atteintes de déficiences mentales pour veiller à ce qu'elles ne subissent pas d'interruptions non volontaires de grossesse.

16. **M. O'Flaherty** demande à la délégation lituanienne de commenter l'information selon laquelle la norme de la preuve sanctionnant les discours de haine est trop exigeante et les autorités de poursuite ne feraient pas preuve d'initiative dans ce domaine. Rappelant l'Observation générale n° du Comité, M. O'Flaherty rappelle à la délégation que le droit à la liberté d'expression, comme tous les droits, n'est pas absolu et que l'interdiction de toute expression «offensant les convictions religieuses ou les opinions politiques» semble incompatible avec l'article 19 du Pacte. L'attitude de la société lituanienne à l'égard des juifs est très inquiétante et a récemment donné lieu à plusieurs incidents préoccupants. Par exemple, des cimetières juifs ont été vandalisés, une tête de cochon a été déposée devant l'entrée d'une synagogue, les participants à manifestation ont brandi des drapeaux frappés de la croix gammée et scandé des slogans antisémites et, en 2010, un tribunal de district a rendu un jugement autorisant la diffusion de croix gammées sur la place publique. Il souhaite savoir ce que fait l'État partie pour enquêter sur ces incidents et réprimer de tels actes.

17. M. O'Flaherty est préoccupé par l'argument fallacieux qui sous-tend la loi interdisant la diffusion publique d'informations sur les relations homosexuelles, bisexuelles ou polygames au motif qu'elles seraient préjudiciables à la santé mentale ou physique et au développement intellectuel ou moral des mineurs et considère qu'une telle législation est susceptible de nuire au bon développement de l'orientation ou de l'identité sexuelle des enfants. Bien qu'il y ait lieu de se féliciter qu'un projet de loi portant modification de la loi interdisant les actions de nature à promouvoir le droit des homosexuels, bisexuelles et transgenres ait été récemment rejeté par le Parlement, certaines sources affirment qu'il existe au sein du Parlement une tendance forte en faveur d'un nouveau débat sur la question. M. O'Flaherty rappelle à la délégation lituanienne qu'une telle loi constituerait une violation flagrante du Pacte. Les efforts déployés actuellement pour restreindre la définition constitutionnelle de la famille et la limiter à la mère, au père et aux enfants exclut non seulement les familles composées de couples de même sexe mais également d'autres types de familles plus traditionnellement acceptés. S'il était adopté, le projet de loi portant modification du Code civil et interdisant les opérations chirurgicales de changement de sexe serait contraire au Pacte.

18. Une étude menée en 2010 a révélé que les Roms seraient de plus en plus mal perçus dans l'État partie. Tout en se félicitant de l'établissement du Plan d'action dans le cadre du Programme national 2012-2014 pour l'intégration des Roms dans la société lituanienne, M. O'Flaherty dit que plusieurs ONG ont pointé du doigt les lacunes de ce plan, dont un financement inadéquat, l'absence d'un cadre solide de communication de l'information et le manque d'attention accordé à la fourniture de tous les services sociaux requis. M. O'Flaherty demande à la délégation de commenter ces observations et d'indiquer le rôle que jouent les Roms pour suivre la mise en œuvre de ce Plan.

19. M. O'Flaherty juge que le fait que l'État partie affirme qu'il n'a pas participé au programme de «transferts illégaux» des États-Unis d'Amérique est difficilement conciliable avec les déclarations attestant le contraire émanant de plusieurs éminentes organisations internationales et régionales. Au vu de plusieurs événements récents, il souhaite savoir si la Lituanie envisage de rouvrir les enquêtes sur ce sujet.

20. **M. Bouzid** note que, selon les réponses écrites du Gouvernement lituanien à la liste des points à traiter, toute personne victime de mauvais traitements au cours de l'enquête préliminaire peut saisir la justice pour ces faits, soit directement, soit indirectement, aussi bien par écrit que par oral. Il souhaite obtenir des précisions supplémentaires sur cette procédure. Il souhaite également savoir si la loi prévoit des sanctions à l'encontre des fonctionnaires saisis d'une plainte formée par un détenu ou un prisonnier pour mauvais traitements qui ne la transmettent pas à l'autorité compétente lorsqu'ils ne sont pas habilités à y donner suite personnellement.

21. M. Bouzid demande quelles mesures prend l'État partie pour faire face à la recrudescence du nombre de condamnés qui s'opposent ou s'en prennent aux forces de l'ordre. Il souhaite savoir si les autorités lituaniennes envisagent d'abroger la disposition controversée relative à la restriction des effets personnels en prison et de modifier l'article 20 du Code de procédure pénale de sorte qu'il soit expressément établi que les éléments de preuve obtenus sous la contrainte ne sont pas recevables.

22. M. Bouzid souhaite en savoir plus sur les conclusions auxquelles est parvenu le nouvel Observatoire des prisons et savoir si ses activités ont été évaluées. Il serait intéressant de savoir si l'État partie a l'intention de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et si le placement à l'isolement cellulaire est fréquent en milieu pénitentiaire. Notant que le Gouvernement indique dans ses réponses écrites que le plan de modernisation des lieux de détention sera mis en œuvre par le biais d'un partenariat entre le secteur public et le secteur privé, M. Bouzid souhaite savoir si la participation de ce dernier se limitera à la construction et à la rénovation des établissements pénitentiaires ou si elle sera élargie à l'administration des lieux de détention.

23. M. Bouzid se demande si le problème du surpeuplement carcéral ne risque pas d'avoir une incidence sur la séparation des délinquants mineurs des détenus adultes. Il relève que selon les réponses écrites du Gouvernement lituanien, le Parlement examine toujours un projet de modification de la loi sur les principes fondamentaux de la protection des droits de l'enfant qui interdirait notamment en toutes circonstances les châtiments corporels. Or, les ONG allèguent que le Gouvernement a décidé de préparer un nouveau projet de loi sur le bien-être de l'enfant qui traiterait de la question des châtiments corporels, ce qui éviterait de modifier la loi susmentionnée. Les ONG ont affirmé que la nouvelle loi ne protégera pas les enfants de la violence et que les châtiments corporels sont largement considérés par les parlementaires comme faisant partie intégrante de la culture lituanienne. Il demande à la délégation de commenter ces informations et de fournir des renseignements sur les faits les plus récents survenus dans ce domaine.

24. **M. Ben Achour** souhaite savoir comment est définie la violence familiale dans la loi sur la protection contre la violence familiale de 2011 et quel est le lien entre cette loi et la mise en œuvre du Pacte.

25. **M<sup>me</sup> Chanet** se félicite des nombreux changements positifs survenus en Lituanie depuis la présentation du rapport périodique précédent et, notamment, de l'adoption de la loi sur la probation entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012 qui contribuera à résoudre le problème de surpeuplement dans les prisons lituaniennes.

26. M<sup>me</sup> Chanet rappelle que le Comité avait déploré que certaines infractions administratives mineures soient passibles de peines de prison et se félicite donc que le délai maximal de rétention administrative pour de telles infractions ait été réduit à cinq heures. Relevant cependant que selon le paragraphe 163 du rapport à l'examen, la personne qui est administrativement responsable de certaines violations du règlement peut être retenue pendant au maximum quarante-huit heures, elle souhaite savoir quels types d'infractions administratives peuvent donner lieu à de tels délais prolongés de rétention.

27. Citant le paragraphe 165 du rapport, M<sup>me</sup> Chanet remarque qu'un juge peut étendre la durée de la garde à vue dans les affaires pénales au-delà de quarante-huit heures et souhaite connaître la durée maximale de garde à vue. Elle observe que ce même paragraphe indique que la durée maximum normale de garde à vue de vingt-quatre heures d'une personne interrogée en tant que suspect peut être prolongée sur décision du procureur jusqu'à la durée maximale de garde à vue mais s'étonne qu'un procureur puisse prolonger la durée de la garde à vue sans consulter un juge. En dernier lieu, M<sup>me</sup> Chanet souhaite savoir si les prévenus ont accès à un avocat durant leur garde à vue.

28. **M. Sarsembayev** dit que certaines sources affirment que l'utilisation de symboles et de slogans fascistes a progressé en Lituanie et invite la délégation à commenter ces informations.

29. M. Sarsembayev souhaite savoir si les ressortissants lituaniens qui ont servi dans les Schutzstaffel (SS) et la Wehrmacht (forces armées) sont techniquement considérés comme des criminels de guerre nazis. Il souhaite également connaître la position de l'État lituanien à l'égard des verdicts rendus dans les procès de Nuremberg.

*La séance est suspendue à 16 h 25; elle est reprise à 16 h 45.*

30. **M<sup>me</sup> Skaisgiryte Liauskiene** (Lituanie), notant que certains membres du Comité semblent avoir l'impression que la situation des droits de l'homme en Lituanie se détériore, souligne que son pays n'a obtenu son indépendance que vingt-deux ans plus tôt. Les défenseurs lituaniens des droits de l'homme et les militants des droits des homosexuels étaient emprisonnés ou envoyés en Sibérie durant le régime soviétique. En conséquence, l'opinion publique avait peu connaissance du droit international des droits de l'homme et des instruments des Nations Unies. Ni l'holocauste ni l'antisémitisme n'étaient abordés durant le système soviétique. La société lituanienne est toujours en transition mais des progrès considérables ont été déployés pour la sensibiliser aux questions relatives aux droits de l'homme. Les ONG lituaniennes n'existaient pas au moment de l'indépendance du pays mais soumettent désormais des rapports parallèles aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui contiennent des analyses critiques de la situation dans le pays.

31. **M<sup>me</sup> Bukantaite-Kutkeviciene** (Lituanie) dit que conformément à la Constitution, tous les instruments internationaux ratifiés par le pays font partie intégrante de la législation nationale. La Cour constitutionnelle a, en outre, indiqué que les instruments internationaux sont directement applicables par les tribunaux. Les dispositions du Pacte, telle que l'interdiction de la discrimination, ont fréquemment été invoquées par les parties à la procédure et citées dans des décisions de justice mais l'on ne dispose pas de données statistiques sur celles-ci.

32. Il en va de même pour la mise en œuvre des constatations adoptées par le Comité au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte et des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. La loi prévoit, par exemple, l'octroi d'indemnisations financières et la réouverture des procédures entachées d'irrégularités.

33. La loi sur les médiateurs parlementaires contient un article énonçant l'étendue des compétences des médiateurs. Les activités du Président de la République, des membres du Parlement, du Premier Ministre, des juges de la Cour constitutionnelle et d'autres juridictions n'entrent pas dans le champ de compétence des médiateurs parlementaires.

34. La Lituanie a ratifié la Convention contre la torture, qui est directement applicable par les tribunaux nationaux. Le Code pénal ne contient pas d'article traitant spécifiquement du crime de torture mais divers éléments s'y rapportant figurent dans d'autres articles. Il est actuellement question de modifier le Code pénal afin d'y incorporer un article traitant expressément de cette question. Plusieurs experts considèrent que les articles actuellement

en vigueur, conjugués à une pratique juridictionnelle cohérente, suffisent à garantir le respect de ladite Convention.

35. **M<sup>me</sup> Vysniauskaite-Radinskiene** (Lituanie) dit que la loi sur la protection contre la violence familiale est entrée en vigueur fin 2011 et qu'il est donc encore trop tôt pour en évaluer l'impact. Cette loi interdit toute forme d'action délibérée causant un préjudice physique, psychologique, sexuel, économique ou autre à la victime. Elle définit de manière très large le milieu familial en y incluant les personnes actuellement ou antérieurement unies par les liens du mariage, liées par un partenariat, une affinité ou toute autre relation intime ainsi que les personnes vivant sous le même toit.

36. Une assistance psychologique, juridique et autre intégrée sera fournie aux victimes dans les centres établis au titre d'un programme spécial. Des fonds ont été débloqués à cette fin pour la période 2013-2020.

37. **M<sup>me</sup> Urbone** (Lituanie) dit que les règlements d'application de la loi sur la protection contre la violence familiale ont été adoptés. Ils requièrent des forces de police qu'elles interviennent dès le signalement d'un cas de violence familiale, qu'elles assurent une protection aux victimes et qu'elles enquêtent sur les faits. Ces règlements décrivent également les procédures à suivre pour éloigner les auteurs de tels actes du foyer où ils ont été commis et permettre aux forces de police de veiller à l'application des décisions de justice.

38. Cette loi a eu pour effet de réduire le nombre de cas de violence familiale au cours des six mois précédents. À la date du 15 juin 2012, les services de police avaient reçu près de 13 000 plaintes pour violences familiales et ouvert des enquêtes sur un peu plus de 4 300 d'entre elles. En janvier 2012, la police a reçu quelque 3 500 demandes d'intervention; ce chiffre a diminué et est passé dans les mois suivants à environ 1 700. Les chiffres correspondants concernant les enquêtes diligentées s'établissent, respectivement, à près de 2 200 et 530. Bien que la grande majorité des auteurs présumés soit des hommes, des hommes ont également été victimes de tels actes. On a malheureusement également enregistré plusieurs centaines de cas de violence contre des enfants.

39. **M<sup>me</sup> Stasiuliene** (Lituanie) dit que toutes les femmes peuvent interrompre une grossesse non désirée et ont accès à la contraception sans ordonnance. Toute femme dont la grossesse représente un risque pour sa vie peut l'interrompre sans difficultés. Le Code civil prévoit que les personnes qui ne sont pas pleinement maîtres de leurs facultés peuvent opter pour la castration chimique. Il ne peut être mis un terme à la grossesse de femmes handicapées que sur décision d'un juge. Il n'existe pas de statistiques sur les interruptions non volontaires de grossesse effectuées dans ces circonstances.

40. **M. Valentukevicius** (Lituanie), répondant aux questions sur les actes de violence fondés sur l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle, dit que le nombre de procédures pénales engagées pour ce type de faits a augmenté depuis 2006. Le nombre d'infractions antisémites a également légèrement progressé ces dernières années.

41. Près de 97% des infractions de ce type sont commises sur Internet par des individus, qui sous couvert souvent d'un pseudonyme, tiennent des propos qui sont assimilables à des discours de haine contre des personnes ou des groupes de personnes au motif de leur origine ethnique, de leur race, de leur orientation sexuelle, de leur religion ou de toute autre condition. M. Valentukevicius récuse l'affirmation selon laquelle le Bureau du procureur devrait être proactif dans ce domaine, en exerçant par exemple une surveillance sur Internet. Les procureurs mènent des enquêtes préliminaires dès que des infractions sont signalées mais ni la Constitution ni aucune autre loi ne les habilite à jouer un rôle préventif. Les victimes peuvent, quoi qu'il en soit, déposer plainte par écrit auprès du Bureau du procureur ou des services de police, ce qui constitue une base suffisante pour engager une action pénale. Le Code de procédure pénale permet également au procureur d'ouvrir une



enquête de sa propre initiative si, par exemple, il découvre des éléments sur un site Internet constitutifs d'un discours de haine. En outre, étant donné que l'on veille davantage au respect des droits de l'homme sur les réseaux sociaux, les demandes d'ouverture de procédures pénales adressées aux procureurs augmentent.

42. Au cours de la période comprise entre 2010 et juin 2012, le nombre de poursuites pénales engagées pour faits de discrimination, d'incitation à la dissension et de déclaration de haine sur le fondement de l'orientation sexuelle, de l'origine ethnique, de la religion ou de toute autre condition s'est accru. Au total, 335 enquêtes ont été diligentées en 2011 pour des faits de cette nature, contre seulement 131 en 2010. Le chiffre correspondant pour le premier semestre 2012 est de 218, dont 37 concernaient des discours de haine motivés par l'orientation sexuelle. De nombreux coupables présumés ont été poursuivis et condamnés.

43. Les informations communiquées au Comité concernant les symboles nazis sont inexactes. En janvier 2012, un tribunal de première instance a ouvert une procédure administrative contre quatre individus soupçonnés d'infractions au Code administratif suite à l'utilisation de symboles totalitaires nazis et communistes. Le tribunal les a acquittés au motif que les affiches et photographies agrandies qu'ils avaient brandies étaient des reproductions de symboles lituaniens datant du treizième siècle tirés en majeure partie de tableaux représentant l'astre solaire et la croix gammée.

44. Le Code pénal prévoit des sanctions à l'encontre de toute personne profanant un cimetière juif. Les rares incidents signalés n'indiquent ni ne confirment en aucune manière l'existence de groupes organisés qui s'inspirent de l'idéologie nazie. Il est souvent difficile d'identifier avec certitude les auteurs de ces infractions. Malgré cela, deux personnes qui avaient dégradé le principal Mémorial de l'Holocauste près de Vilnius ont été condamnés à l'issue de six mois de procédures judiciaires. Des drapeaux nazis sont brandis et des slogans nazis diffusés à Vilnius et dans d'autres villes du pays quasiment tous les 22 avril, date anniversaire d'Adolf Hitler. Quatre enquêtes pénales ont été ouvertes en 2011. Il s'agit souvent d'individus appartenant à des groupes marginaux tels que les skinheads. M. Valentukevicius est heureux d'indiquer que seuls deux incidents antisémites ont eu lieu au cours du premier semestre de l'année en cours et qu'aucun incident ne s'est produit le 22 avril.

45. **M<sup>me</sup> Urbone** (Lituanie) dit que l'Autorité centrale de police a promulgué un décret exigeant une vigilance policière dans certains lieux afin de prévenir la profanation de mémoriaux et de cimetières ou le port de drapeaux arborant des symboles soviétiques ou nazis, notamment. Les forces de police sont également tenues de protéger les établissements diplomatiques et consulaires et certains sites liés aux minorités nationales et ethniques. Des mesures strictes ont été prises dès que la police a été informée de l'éventualité d'une attaque terroriste contre Israël.

46. **M. Vidtmann** (Lituanie) dit que la loi sur la protection des mineurs contre les effets préjudiciables de l'information publique n'interdit pas la diffusion d'informations encourageant les relations homosexuelles. La disposition à cet effet a été supprimée du projet de loi. La diffusion d'informations peut être restreinte en vertu de la loi lorsqu'elles encouragent les relations sexuelles, expriment un mépris à l'égard des valeurs familiales, et encouragent les formes de mariage et d'union familiale qui sont contraires à la Constitution et au Code civil. En pratique cependant, ces critères sont rarement appliqués en raison de leur imprécision. La loi interdit également la diffusion d'informations qui ridiculisent ou humilient une personne ou un groupe de personnes sur le fondement de la nationalité, de la race, du sexe, de l'origine, du handicap, de l'orientation sexuelle, du statut social, de la langue, de la religion, de la croyance, des convictions ou de tout autre motif similaire.

47. En 2010, on a dénombré 43 cas de publication induue de données personnelles relatives à des mineurs soupçonnés d'avoir commis un crime ou qui étaient accusés,

prévenus, condamnés ou victimes d'actes criminels ou d'autres infractions. Dans 74 cas, la publication de données a porté atteinte à la dignité ou à l'intérêt du mineur concerné.

48. La diffusion d'informations incitant au suicide fait également l'objet de restrictions prévues par la loi. En 2010, 32 affaires de ce type ont été enregistrées.

49. L'incitation à la haine dans les médias et sur Internet n'est pas compatible avec les principes de liberté d'expression et d'information publique. Elle est réprimée par l'article 24 de la Constitution et l'article 170 du Code pénal. L'article premier de la loi sur la diffusion de l'information interdit la publication dans les médias d'informations constituant une incitation à la guerre ou à la haine, incitant à la discrimination, à la violence ou aux mauvais traitements à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes pour les motifs susmentionnés. L'Inspecteur de la déontologie des journalistes veille au respect des dispositions pertinentes.

50. Le 15 juillet 2009, le Parlement a adopté des modifications à cette loi afin de permettre à l'Inspecteur de la déontologie des journalistes de déterminer, sur avis des experts, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, si les informations publiées dans les médias constituent une incitation à la haine pour des motifs tenant au sexe, à l'orientation sexuelle, à la race ou à d'autres conditions. Les institutions compétentes ont signalé au bureau de l'Inspecteur de la déontologie des journalistes 113 cas d'informations publiées par les médias susceptibles d'être constitutives d'incitation à la haine sur le fondement des motifs susmentionnés. Le bureau a traité 110 affaires et remis ses conclusions concernant 767 commentaires publiés sur Internet, trois publications, deux clips vidéo, un questionnaire, huit calendriers ou cartes, huit affiches, huit paroles de chansons, deux articles de presse et une émission télévisée.

51. La majeure partie des affaires liées à l'incitation à la haine et à la violence avaient pour principal motif l'orientation sexuelle (81%), puis l'origine et la nationalité (24%). La plupart des déclarations incriminées ont été postées sur des sites Internet populaires. Une conférence a été organisée sur le thème «les mots et leur signification dans l'expression de la haine» afin d'analyser le problème.

52. Étant donné que la société toute entière participe évidemment à la création de contenus Internet, il importe que les ONG et la population contribuent à l'identification des discours de haine. Une permanence téléphonique mise en place à cette fin est gérée par l'Agence de régulation du secteur des communications en coopération avec les services de police. Elle est partiellement financée par le programme de la Commission européenne pour un Internet plus sûr.

53. **M<sup>me</sup> Bukantaite-Kutkeviciene** (Lituanie) dit que son Gouvernement n'envisage pas de modifier le Code civil pour supprimer le droit de changer de sexe. Au contraire, plusieurs projets portant modification législative récemment soumis par le Ministre de la justice au Gouvernement contiennent une disposition indiquant la procédure à suivre en vue de l'enregistrement au Registre de l'état civil des personnes ayant changé de sexe.

54. **M. Vidtmann** (Lituanie) dit que la minorité rom est certainement en butte à des problèmes et à la discrimination en Lituanie comme dans d'autres pays. Selon les ONG, 45% des Litvaniens ne veulent pas avoir pour voisins une famille rom. Ces attitudes ne se traduisent toutefois pas automatiquement par des actes de discrimination raciale dans la pratique.

55. Rares sont les Roms qui n'ont effectivement pas de document d'identité.

56. Plus de quatre mois ont été nécessaires à l'élaboration du Plan d'action au titre du Programme national pour l'intégration des Roms dans la société lituanienne (2012-2014). Ce Plan a malheureusement pâti des conséquences de l'austérité financière qui s'est accompagnée de coupes budgétaires dans tous les domaines financés par l'État. Les deux

principaux objectifs du plan sont d'améliorer la situation sociale des Roms et de promouvoir un dialogue interculturel avec les autres groupes de la société lituanienne. M. Vidtmann récuse l'affirmation des ONG selon laquelle les autorités accorderaient trop d'importance à l'intégration culturelle. Il n'y a pas de risque d'assimilation ou de perte d'identité culturelle. Toutes les mesures culturelles envisagées au titre du plan mettent l'accent sur la promotion de l'identité culturelle des Roms, la lutte contre les attitudes négatives d'autres groupes sociaux et leur rapprochement de la communauté rom.

57. Les problèmes sociaux tels que l'accès au logement sont beaucoup plus complexes. Les Roms eux-mêmes ont des points de vue divergents sur la question et nombre d'entre eux voudraient bénéficier d'un logement social. Depuis 2010, 28 familles roms bénéficient d'un tel logement et 40 autres ont déposé un dossier à cette fin.

58. Un groupe de travail sera chargé de veiller à la mise en œuvre du plan d'action. On a également commencé à s'atteler à l'élaboration d'un programme inter-institutions qui sera lancé en 2014. Des consultations sont actuellement menées auprès des ONG et des organisations de la communauté rom. Malheureusement, toutefois, de nombreux membres d'organisations roms ont quitté la Lituanie.

*La séance est levée à 18 heures.*